



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

VINGT-DEUXIÈME ANNÉE

1369^e

SÉANCE : 24/25 OCTOBRE 1967

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/1369/Rev.1)	1
Déclaration du Président	1
Remerciements au Président sortant et souhaits de bienvenue au représentant du Danemark	1
Adoption de l'ordre du jour	1
La situation au Moyen-Orient :	
a) Lettre, en date du 24 octobre 1967, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe unie (S/8207);	
b) Lettre, en date du 24 octobre 1967, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent d'Israël (S/8208)	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cotes S/ . . .) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1er janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

MILLE TROIS CENT SOIXANTE-NEUVIEME SEANCE

Tenue à New York, le mardi 24 octobre 1967, à 21 heures.

Président : M. Senjin TSURUOKA (Japon).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Argentine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Japon, Mali, Nigéria, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Union des Républiques socialistes soviétiques.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/1369/Rev.1)

1. Adoption de l'ordre du jour
2. La situation au Moyen-Orient :
 - a) Lettre, en date du 24 octobre 1967, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe unie (S/8207);
 - b) Lettre, en date du 24 octobre 1967, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent d'Israël (S/8208).

Déclaration du Président

1. Le **PRESIDENT** : La présente réunion du Conseil de sécurité a été convoquée à bref délai, le Président ayant reçu cet après-midi même un message du représentant permanent de la République arabe unie demandant la convocation d'urgence du Conseil de sécurité [S/8207]. J'ai pris immédiatement contact avec les membres du Conseil pour tenir une réunion ce soir. Par la suite le représentant d'Israël a également communiqué une requête pour une réunion d'urgence du Conseil [S/8208].

Remerciements au Président sortant et souhaits de bienvenue au représentant du Danemark

2. Le **PRESIDENT** (*traduit de l'anglais*) : Avant de passer à l'affaire qui a motivé la convocation d'urgence de la présente séance du Conseil de sécurité, je voudrais, au nom du Conseil et en ma qualité de Président pour le mois d'octobre, rendre un chaleureux hommage à mon prédécesseur, notre bon ami l'ambassadeur Parthasarathi, représentant permanent de l'Inde, qui était Président du Conseil pendant le mois de septembre. Par son dévouement à la cause de la paix, par sa riche expérience et sa profonde sagesse, l'ambassadeur Parthasarathi a donné du rôle de Président du Conseil de sécurité une image exemplaire dont je m'inspirerai largement et que je m'efforcerai d'égaler dans l'exercice des mêmes fonctions.

3. **M. PARTHASARATHI** (Inde) (*traduit de l'anglais*) : Monsieur le Président, je vous remercie de vos paroles si généreuses à mon égard. A mon tour, je voudrais vous féliciter au moment où vous assumez les fonctions de Président pour le mois d'octobre. Nous nous réunissons aujourd'hui dans la sombre perspective de la grave menace pour la paix qui pèse sur l'Asie occidentale. Ce soir et dans les jours à venir, le Conseil sera aux prises avec le problème du rétablissement de la paix dans cette région. Je dirai respectueusement, Monsieur le Président, que vous avez déjà fait vos preuves par la compétence que vous avez déployée en menant les consultations parmi les membres du Conseil. Je suis certain que, sous votre conduite habile et avisée, le Conseil saura prendre les mesures propres à consolider la paix en Asie occidentale. Ma délégation vous offre tout son concours et vous adresse ses meilleurs vœux.

4. Le **PRESIDENT** : Je tiens également à profiter de cette occasion, au nom de tous les membres du Conseil, pour souhaiter la bienvenue au nouveau représentant du Danemark à l'Organisation des Nations Unies, l'ambassadeur Borch, et pour lui exprimer le désir de collaborer longtemps avec lui. Tout le monde sait combien le Danemark, que l'ambassadeur Borch représente, s'inspire de l'amour de la paix et travaille efficacement dans ce but.

5. **M. BORCH** (Danemark) (*traduit de l'anglais*) : Je suis très touché par les aimables paroles de bienvenue que vous venez de m'adresser, Monsieur le Président, au moment où, pour la première fois, je prends part aux travaux du Conseil. Je suis conscient de la responsabilité et de l'honneur qui échoient à ceux qui servent au Conseil de sécurité. Je serai, toutefois, aidé dans cette tâche par le fait que le Gouvernement danois place sa foi dans les Nations Unies et donne de tout coeur et sans restriction son appui aux idéaux de l'Organisation mondiale et aux objectifs qu'elle poursuit. Je sais que le représentant du Danemark qui m'a précédé au Conseil de sécurité, avant de devenir Ministre des affaires étrangères de mon pays, entretenait avec ses collègues des rapports fondés sur l'amitié et la coopération. Je m'efforcerai, Monsieur le Président, de nouer de semblables liens avec vous-même et avec les membres du Conseil.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient :

- a) Lettre, en date du 24 octobre 1967, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe unie (S/8207);

b) Lettre, en date du 24 octobre 1967, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent d'Israël (S/8208)

6. Le **PRESIDENT** : Conformément au règlement intérieur provisoire du Conseil et à la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter les représentants d'Israël et de la République arabe unie à prendre place à la table du Conseil pour participer, sans droit de vote, à la discussion.

Sur l'invitation du Président, M. G. Rafael (Israël) et M. M. A. El Kony (République arabe unie) prennent place à la table du Conseil.

7. Le **PRESIDENT** : Une lettre, en date du 24 octobre, m'a été adressée par le Ministre d'Etat aux affaires étrangères du Royaume hachémite de Jordanie, demandant à être invité à participer aux débats du Conseil [S/8210]. S'il n'y a pas d'objection, je l'inviterai à prendre place à la table du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. A. M. Rifa'i (Jordanie) prend place à la table du Conseil.

8. Le **PRESIDENT** : Une lettre, en date du 24 octobre, m'a également été adressée par le représentant de la République arabe syrienne, demandant à être invité à participer aux débats du Conseil [S/8211]. S'il n'y a pas d'objection, je l'inviterai à prendre place à la table du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. G. J. Tomeh (Syrie) prend place à la table du Conseil.

9. Le **PRESIDENT** : Le Conseil entamera maintenant l'examen de la question dont il est saisi. Le premier orateur inscrit sur ma liste est le représentant de la République arabe unie à qui je donne la parole.

10. **M. EL KONY** (République arabe unie) [traduit de l'anglais] : Le Conseil de sécurité a été convoqué à la demande urgente de la République arabe unie pour examiner l'acte de guerre le plus violent et le plus barbare qu'ait commis Israël, depuis l'agression perfide qu'il a lancée contre mon pays le 5 juin 1967. L'attaque déclenchée aujourd'hui par Israël contre les habitants pacifiques de la région de Suez, en vue de démolir un complexe industriel civil parmi les plus essentiels à la vie de la République arabe unie, est la négation brutale de tous les principes de civilisation, de droit et de morale.

11. A 14 h 30 (heure du Caire), les forces armées israéliennes ont pris l'initiative de se livrer à un acte sauvage en détruisant pratiquement tout ce qui contribue à la vie civile dans la région de Suez. Les objectifs étaient les suivants : incendier les raffineries de pétrole de la République arabe unie; détruire totalement l'usine d'engrais et l'usine pétrochimique, aussi bien que le port de Suez et nombre d'autres établissements civils et industriels de mon pays. Cette entreprise démente a été lancée par Israël sans la moindre provocation. La ville de Suez est à présent en flammes et les pertes en vies humaines sont très lourdes. L'agression d'Israël est un acte totalement prémédité qui a

eu lieu sans provocation; elle a été préparée à l'avance et exécutée de façon gratuite.

12. Le rapport du général Odd Bull, chef d'état-major des observateurs militaires de la région, est parfaitement explicite. Il indique clairement qu'Israël a lancé son attaque sinistre sur les objectifs civils situés dans les régions de Suez et du port de Tewfik. Le rapport révèle également le caractère criminel de l'attaque israélienne. A partir du moment où Israël a déclenché son attaque, le Chef d'état-major des observateurs militaires de la région a fait plusieurs propositions pour arranger un cessez-le-feu, mais Israël les a rejetées.

13. Il est également révélateur que, lorsque le Chef d'état-major des observateurs militaires a fait sa première proposition demandant qu'un cessez-le-feu intervienne à 13 h 30 TU, les Israéliens ont proposé que le cessez-le-feu n'intervienne qu'à 15 h 30 TU. De toute évidence, il fallait deux heures de plus pour parachever le plan d'agression israélien, et, sur le chapitre de l'agression, Israël n'entendait pas transiger. D'autres propositions ont subi le même sort, jusqu'au moment où Israël est parvenu au terme de son plan massif d'agression et de destruction.

14. Le Conseil de sécurité est appelé à examiner cette nouvelle agression israélienne sous ses aspects les plus graves. Tout d'abord, il s'agit d'une agression perpétrée contre l'ensemble de la vie civile et industrielle de la région de Suez, l'un des sites industriels vitaux de la République arabe unie. Il y a longtemps déjà que les Etats arabes sont habitués à la barbarie des agressions israéliennes dirigées contre la vie civile depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Cette fois nous avons affaire à l'acte d'agression le plus grave et le plus criminel, au défi le plus violent lancé aux dispositions de la Charte et à la plus flagrante violation des décisions du Conseil de sécurité sur le cessez-le-feu.

15. Israël s'est donné pour but la destruction totale des entreprises industrielles et civiles de la République arabe unie, de même que le meurtre aveugle du plus grand nombre possible de civils. Les attaques et les bombardements répétés qu'Israël a menés contre les villes qui bordent le canal de Suez et contre les installations du canal ont causé de lourdes pertes en vies civiles et en biens matériels. Mais ce n'était là que le commencement d'un plan de destruction de la vie civile et industrielle de la République arabe unie. De la même manière, les violations par Israël des décisions de cessez-le-feu ont été caractérisées par une dangereuse escalade dans l'attaque d'objectifs civils : hôpitaux, écoles, églises, mosquées et autres sites humanitaires ont été autant d'objectifs désignés aux coups d'Israël. Aujourd'hui, l'agression s'est largement étendue et vise à la destruction totale de la vie industrielle et civile dans la région du canal de Suez.

16. L'agression qu'Israël a lancée aujourd'hui sur une échelle sans précédent constitue un jalon des plus importants et des plus graves dans la remarquable histoire criminelle d'Israël. L'agression commise par Israël contre la population civile de la République arabe unie est un acte d'une ampleur extrêmement grave, exécuté de la façon la plus perfide. Le Conseil de sécurité a donc la responsabilité inéluctable d'appliquer les dispositions appropriées prévues

par la Charte pour punir l'agresseur. En second lieu, l'agression israélienne massive subie aujourd'hui par la République arabe unie n'a été provoquée en aucune manière et a été au contraire entièrement préméditée. Elle vient immédiatement après l'acte agressif israélien survenu samedi dernier, 21 octobre, lorsque le destroyer israélien *Eilat* a été repéré par les forces navales de défense de la République arabe unie alors qu'il avait pénétré dans nos eaux territoriales et faisait route à vive allure sur Port Saïd.

17. Cet événement a naturellement amené les forces navales de la République arabe unie à prendre sur-le-champ des mesures de légitime défense. Si, à la suite de ces mesures, le destroyer israélien a été coulé, il n'y a eu là que le résultat de sa violation des eaux territoriales de la République arabe unie et de sa tentative d'attaquer la ville de Port Saïd. Le passé de ce destroyer israélien est du reste bien connu. C'est l'*Eilat* qui, le 12 juillet, a coulé deux navires de la République arabe unie dans les eaux territoriales de Port Saïd. Ces navires avaient reçu pour instruction de leur commandement de ne pas engager le combat. Le destroyer israélien *Eilat* a néanmoins ouvert le feu sur eux et les a bombardés sans aucune espèce de raison, à la suite de quoi ces deux navires ont été coulés dans les eaux territoriales de la République arabe unie.

18. Dès lors, il est bien naturel que, lorsque le destroyer israélien a été une nouvelle fois signalé naviguant rapidement dans les eaux territoriales de la République arabe unie, les forces de défense responsables de la protection de la ville de Port Saïd se soient employées à s'opposer à la pénétration du navire dans les eaux territoriales et à arrêter sa progression vers Port Saïd. Le fait que le destroyer *Eilat* naviguait dans les eaux territoriales de la République arabe unie a été confirmé du côté israélien.

19. Dans son rapport du 22 octobre au Secrétaire général [S/7930/Add.43], le général Odd Bull indique que l'officier de liaison israélien lui a dit que le destroyer *Eilat* se trouvait à 10 milles au large des côtes de Port Saïd. Si l'on considère le passé du destroyer, sa précédente agression à l'issue de laquelle deux unités de la République arabe unie avaient été coulées par lui dans nos eaux territoriales et le fait que, cette fois encore, il faisait route vers Port Saïd dans les eaux territoriales de la République arabe unie, si l'on se rappelle les actes de destruction systématique commis dans la région par les forces israéliennes, on conçoit que les forces navales de la République arabe unie n'avaient d'autre choix que de barrer la route au destroyer. Il n'est pas d'acte qui justifie plus pleinement la légitime défense que celui qui nous a ainsi forcés à agir pour notre propre protection.

20. Le Conseil doit noter que l'avance du destroyer *Eilat* dans nos eaux territoriales était contraire aux termes des résolutions du Conseil de sécurité relatives au cessez-le-feu et notamment à ceux de la résolution 236 (1967) adoptée le 12 juin 1967, qui interdit "toutes avances militaires postérieures au cessez-le-feu". Mais, lorsque le destroyer a été coulé, samedi dernier, tous les dirigeants israéliens et les généraux néo-nazis ont fait clairement savoir qu'ils ne toléreraient aucune action défensive des forces de la République arabe unie et que les représailles israéliennes ne tarderaient pas.

21. Israël a commis son agression aujourd'hui à l'heure précise où la République arabe unie ouvrait ses eaux

territoriales pour permettre les opérations de sauvetage entreprises par les forces israéliennes après que le destroyer israélien a été coulé. Cet acte, inspiré de notre part par des considérations purement humanitaires, a eu pour écho, une fois de plus, une attaque sinistre et criminelle contre la République arabe unie.

22. Hier, le Ministre des affaires étrangères d'Israël a refusé publiquement de recourir au dispositif des Nations Unies et a déclaré catégoriquement qu'Israël ne demanderait pas au Conseil de sécurité d'examiner les actes qui ont conduit au torpillage de l'*Eilat*. Cette attitude d'arrogance et de mépris total pour les Nations Unies fait désormais partie intégrante de la ligne de conduite d'Israël : mépris total des Nations Unies, de son mécanisme, de sa charte et recours exclusif à une politique d'agression et d'attaque armée.

23. Le Conseil de sécurité ne saurait manquer, en toute objectivité, de condamner cette politique d'Israël et d'exiger des dirigeants israéliens qu'ils rendent compte de leur mépris complet et non dissimulé de l'autorité de notre organisation. L'agression israélienne commise aujourd'hui contre la République arabe unie a atteint les limites intolérables où elle menace la paix et la sécurité internationales. Le Conseil de sécurité doit être parfaitement conscient des graves conséquences que pourrait entraîner cette agression. Il est nécessaire de souligner ici que la passivité du Conseil de sécurité depuis l'agression israélienne du 5 juin n'a abouti qu'à rendre possible l'agression survenue aujourd'hui, de même que les nombreux actes illégaux commis par les forces armées israéliennes contre la population de la République arabe unie et celle d'autres pays arabes toujours occupés par les troupes israéliennes.

24. La gravité de l'agression israélienne d'aujourd'hui, mis à part son caractère criminel et l'absence de provocation, place le Conseil de sécurité face aux responsabilités inéluctables qui lui incombent au regard de la Charte. Nous sommes aujourd'hui en présence d'une situation qui ne saurait être tolérée et qu'on ne doit pas laisser s'enliser par inaction dans la politique de laisser faire qui a été celle du Conseil de sécurité depuis qu'Israël a lancé, le 5 juin, sa guerre d'agression.

25. Le Conseil de sécurité est appelé, comme il en a le pouvoir, à appliquer en pleine connaissance de ses responsabilités les dispositions du Chapitre VII de la Charte et les mesures de coercition qui s'imposent contre Israël, ce hors-la-loi de la communauté internationale. Le peuple de la République arabe unie n'est pas seul à suivre cette séance; elle est suivie aussi par la nation arabe tout entière, comme par tous ceux, dans le monde, qui s'attendent légitimement et à bon droit à voir l'organe des Nations Unies responsable au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité internationales agir selon ses responsabilités face à cette agression barbare commise aujourd'hui par Israël. Telle est la seule application sincère et fidèle de la Charte, aussi bien que la seule façon de procéder qui doit s'imposer au Conseil s'il est bien conscient de ses responsabilités à l'égard de la paix et de la sécurité.

26. Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*) : Je donne la parole au représentant d'Israël.

27. M. RAFAEL (Israël) [*traduit de l'anglais*] : Le samedi 21 octobre, des bâtiments égyptiens, fournis par l'Union

soviétique et équipés d'engins soviétiques Komar, ont attaqué le destroyer israélien *Eilat*, à 17 h 30, en haute mer. Ce navire effectuait sa patrouille habituelle, sur son itinéraire normal, relevé et observé par les autorités égyptiennes tout au long des derniers mois. Au moment de l'attaque, l'*Eilat* était sur le point d'achever sa patrouille régulière sur son itinéraire normal. Il naviguait en haute mer, hors des eaux territoriales égyptiennes, et ne se livrait à aucune activité inaccoutumée. Soudain, il a été frappé par un engin égyptien. Le coup a immobilisé le navire, mettant ses machines hors d'usage; il s'est mis à donner fortement de la bande et a mouillé. Plus d'une heure et demie s'était écoulée, lorsque les Egyptiens ont renouvelé leur attaque contre l'*Eilat* qui était demeuré sur place, mutilé et impuissant; deux nouveaux engins ont été lancés, dont l'un a touché le navire et l'a coulé.

28. Le commandement militaire égyptien a reconnu qu'il avait repris l'attaque après en avoir reçu l'ordre exprès des plus hautes autorités. Rien ne peut démontrer de façon plus convaincante le caractère prémédité de cette froide agression que cette attaque renouvelée contre un bâtiment désarmé et immobilisé. Le second coup est venu parachever ce que le premier aurait dû accomplir. Et de fait, immédiatement après la première attaque, les autorités égyptiennes ont fait savoir aux observateurs des Nations Unies qu'elles avaient coulé un destroyer israélien. Lorsqu'elles se sont aperçues que leur premier coup n'avait pas rempli son office, les autorités égyptiennes, à savoir les forces militaires, ont décidé de poursuivre leur agression. Il en est résulté la perte de 19 hommes tués, de 28 disparus et de 91 blessés, dont 20 grièvement.

29. Cet acte de la République arabe unie est l'extension la plus grave à la haute mer de la conduite maritime illégale et belligérante de ce pays depuis qu'il a décrété le blocus des voies de navigation internationales de cette région. L'emploi d'engins téléguidés, leur introduction parmi les armes de guerre utilisées au Moyen-Orient, est un acte délibéré d'escalade militaire. Evaluant la situation, le *Times* de Londres écrivait le 23 octobre :

"Il n'est pas nécessaire de souligner la gravité de l'incident. Les navires d'une marine ne coulent pas ceux d'une autre marine à moins qu'il n'y ait état de guerre ou désir de déclencher une guerre."

30. Il est manifeste que le Gouvernement de la République arabe unie se préparait depuis quelque temps déjà à cette situation. Par décret du gouvernement, la population civile de la région de Suez avait été évacuée et une atmosphère générale de tension avait été créée de propos délibéré. La presse et la radio égyptiennes annonçaient depuis trois semaines une reprise imminente des combats; et même à une époque antérieure, peu après la conclusion du cessez-le-feu, le 12 juillet la radio du Caire disait : "La guerre n'est pas finie, elle ne fait que commencer." Le 20 juillet, la Voix des Arabes, Saut al-Arab, proclamait : "Avec l'aide de nos convictions, d'Allah, du neutralisme, des principes révolutionnaires et de ceux qui recherchent la paix, nous marcherons avec assurance vers la bataille." Et un journaliste connu, Mohamed Hassanien Heikal, écrivait dans *Al-Ahram*, le 11 août : "Seul un miracle pourrait empêcher la reprise de la guerre et je ne crois pas que nous vivions à

l'âge des miracles." *Al-Mussawar* du 1er septembre disait : "A Port Tewfik, chacun est en alerte et tout est fin prêt en prévision du combat." *Rosa al-Yusuf* du 9 octobre écrivait : "Nous voulons éprouver le sentiment de la bataille ... ce sentiment doit se traduire par des actes et par des mouvements." Le 15 octobre, une semaine avant l'attaque du navire israélien, la station de radio Saut al-Arab déclarait : "Les perspectives d'une reprise de la guerre dans la zone du canal de Suez restent intactes en raison de la présence israélienne dans les régions occupées."

31. Le succès de l'attaque égyptienne a stimulé la ferveur patriotique. La nouvelle de la grande victoire a été propagée par tous les canaux disponibles d'un vaste appareil de propagande. Un quotidien favorable au Caire, publié à Beyrouth, *Al-Muharrir*, a dit : "Nous pouvons dire maintenant que l'armée israélienne va connaître une défaite qui fera oublier au monde la défaite arabe de juin dernier." Le lendemain de l'attaque, *Al-Ahram* déclarait : "Les résultats de la guerre de six jours n'ont pas reflété la véritable image de l'équilibre des forces dans la région." Et voici quel a été le commentaire de M. Shukairy diffusé le 23 octobre par la radio du Caire : "La destruction de l'*Eilat* est le premier pas vers la destruction de la légende militaire qui a nom Israël." Le journal irakien *Al-Fajr al-Jadid* du 23 octobre jugeait que "le coup porté au destroyer israélien est l'annonce que l'heure de la revanche a sonné". En Syrie, la radio de Damas a commenté l'événement de la façon suivante : "Ce succès du peuple arabe prouve que c'est la voie de la force qu'il faut suivre et que le compromis et la capitulation sont inacceptables. La résistance doit continuer aussi dans les régions occupées."

32. Tel est donc le ton général des propos jubilants multipliés dans la presse et à la radio. La version élégiaque que nous a donnée ce soir le représentant de la République arabe unie n'est pas précisément à l'unisson de l'exultation exprimée hier par la presse et la radio du Caire. L'attaque du destroyer israélien n'était pas un acte isolé de violation par l'Egypte des obligations qui lui sont imposées par les résolutions du Conseil de sécurité relatives au cessez-le-feu. Les documents du Conseil de sécurité contiennent suffisamment de preuves sur les incidents où les forces de la République arabe unie ont ouvert le feu contre les positions israéliennes pour qu'il ne me soit pas nécessaire d'infliger à pareille heure aux membres du Conseil l'épreuve d'une revue détaillée de ces incidents. Maintes et maintes fois, la République arabe unie a rompu le cessez-le-feu en bombardant les forces israéliennes à partir de batteries d'artillerie installées à proximité immédiate ou à l'intérieur même d'agglomérations.

33. Les forces égyptiennes ne se sont pas contentées d'opérations terrestres mais ont également porté atteinte à la navigation israélienne dans le golfe de Suez. Les incidents d'aujourd'hui sont exactement de la même nature et portent à leur point culminant une longue série de provocations égyptiennes. La politique et les actes du Gouvernement de la République arabe unie ont manifestement pour dessein de saper le cessez-le-feu. Ce faisant, ce gouvernement revient aux vieilles techniques qu'il employait sous le régime de l'armistice quand il s'arrogeait le droit à la guerre tout en rappelant à Israël les obligations de la paix. Ce sont ces mêmes méthodes qu'il applique maintenant sous le régime du cessez-le-feu.

34. Mais la réciprocité est l'essence même du cessez-le-feu. S'il n'y a pas réciprocité dans l'acte de cessez-le-feu, alors, naturellement, tout le système s'effondre. Je songe à un proverbe arabe qui dit que "ceux qui allument un incendie ne peuvent demander à être protégés des flammes". Encore et toujours, Israël a mis l'accent sur sa politique de stricte observation du cessez-le-feu sur la base de la réciprocité. L'attaque contre le destroyer *Eilat* a mis en danger l'accord de cessez-le-feu au Moyen-Orient.

35. Nous sommes de nouveau engagés dans le dangereux cercle vicieux suivi avec tant de persévérance par la République arabe unie : on tire et on crie, on crie et on tire. Où cela nous mène-t-il ? A de nouvelles souffrances et de nouvelles destructions. Le moment est venu de faire cesser cette folie. Israël déclare une nouvelle fois qu'il est prêt à rencontrer ici même et maintenant, ce soir, dans cette salle même, les représentants de la République arabe unie et de tout autre pays arabe pour discuter avec eux de toutes les mesures qu'il convient de prendre pour assurer la sécurité de tous et jeter les bases d'un avenir de paix.

36. Lord CARADON (Royaume-Uni) [*traduit de l'anglais*] : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous présenter mes respects à l'occasion de votre entrée en fonctions. Au cours des consultations que vous avez menées, vous vous êtes déjà acquis notre admiration unanime. Je voudrais également souhaiter la bienvenue au représentant du Danemark. Le Danemark jouit déjà au Conseil de la plus haute réputation; je suis certain que le nouvel ambassadeur saura la maintenir.

37. Je ne souhaite pas me lancer à mon tour dans des récriminations à propos des tragiques événements de ces derniers jours. Je ne pense pas que les accusations et les contre-accusations puissent nous conduire où que ce soit. Chacun de nous, j'en suis sûr, déplore et condamne les graves ruptures du cessez-le-feu qui viennent de se produire et qui sont survenues en dépit des efforts admirables et persévérants déployés par le général Bull et les observateurs des Nations Unies.

38. Il est bon que nous nous soyons réunis d'urgence ce soir. Nous nous sommes réunis pour demander avec tout le poids du Conseil et des Nations Unies que le cessez-le-feu soit désormais respecté et que, de part et d'autre, la belligérance soit abandonnée une fois pour toutes. J'aimerais ne parler ce soir que pour demander instantment, et, je l'espère, au nom de tous, que nous abandonnions le conflit et la haine. Je veux croire que tout ce qui s'est passé amènera enfin un revirement et que nous ne reviendrons pas aux effusions de sang mais irons de l'avant vers une paix solide. Il est maintenant clair pour chacun d'entre nous que le temps que nous avons laissé passer a eu des conséquences terribles. Nul, certes, ne saurait affirmer aujourd'hui que l'on peut encore hésiter. Il est maintenant clair que nous devons agir de toute urgence.

39. Je suis heureux d'avoir l'occasion de parler une fois de plus à coeur ouvert au Conseil de sécurité des questions que nous y avons discutées pour la dernière fois il y a plus de trois mois, trois mois de temps perdu. Il est vrai que nous avons eu un débat d'un mois à l'Assemblée générale en juin et juillet et nos craintes que ce débat ne débouche pas sur

une action efficace et rapide se sont malheureusement trouvées confirmées. Notre conviction que le Conseil de sécurité est l'instance où il convient d'agir n'en est que renforcée.

40. A notre avis, le Conseil de sécurité aurait dû se réunir beaucoup plus tôt et agir bien plus vite. Ce soir, cette conviction est encore plus ferme. Avant que le conflit n'éclate, nous avons été parmi les premiers à demander que le Conseil se réunisse et agisse. Nous avons appuyé l'appel du Secrétaire général demandant que soit abandonnée la belligérance; si seulement le Conseil avait agi à ce moment-là, le conflit aurait pu être évité. Lorsque la guerre a éclaté, nous avons tout de suite préconisé un cessez-le-feu immédiat; si nos recommandations avaient été approuvées, la Syrie et la Jordanie n'auraient jamais été impliquées dans le conflit. Pendant des mois, nous n'avons cessé de demander que l'on nomme un représentant spécial des Nations Unies. Je me souviens que le représentant de l'Inde a été aussi parmi les premiers à faire cette proposition et nous avons été parmi les premiers à la soutenir, dès le mois de juin. Combien différente pourrait être la situation actuelle si notre proposition de juin dernier avait été rapidement approuvée.

41. En juillet, nous avons appuyé et voté le projet de résolution de l'Assemblée générale demandant une action d'urgence du Conseil de sécurité. Si l'on avait agi, alors, peut-être à l'heure qu'il est serions-nous bien engagés dans la voie d'un règlement. Nous n'avons cessé de travailler et de nous prononcer en faveur d'une action du Conseil de sécurité. Nous l'avons fait ouvertement et d'une manière de constante. Nos propositions ont toujours été parfaitement claires.

42. Nos desseins ont été contrecarrés et frustrés. On nous a critiqués et même attaqués au nom d'intérêts différents, à des moments divers et pour des raisons variées. Mais personne ne peut dire que nous n'avons pas été clairs dans nos recommandations et que nous n'avons pas fait preuve de constance dans nos objectifs. Nul ne peut nous imputer la responsabilité des attermoissements, des hésitations et de l'opposition à l'action des Nations Unies qui ont d'abord mené au conflit, puis à l'impasse, qui ont causé tant de souffrances inutiles, et dont il résulte maintenant de nouvelles morts et de nouvelles destructions. C'est le retard qui a mené au conflit; c'est le retard qui a mené à l'impasse; c'est le retard qui cause maintenant de nouvelles morts et de nouvelles destructions.

43. Nous savons tous que les membres du Conseil ont travaillé avec un sens croissant de l'urgence de la situation, surtout ces derniers jours, pour élaborer la déclaration des principes qui devraient régir un règlement et pour prendre les premières mesures pratiques sur la voie difficile qui conduit à la paix. Nous savons qu'ils se sont assigné la tâche de préparer un projet de résolution équitable et équilibré — je dis bien "un projet de résolution équitable et équilibré" — au titre duquel un représentant spécial des Nations Unies pourrait, sans plus tarder, se rendre sur place pour s'occuper de la situation, en consultation et en coopération avec les parties directement intéressées. C'est là ce que nous n'avons cessé de préconiser. Le Secrétaire d'Etat de mon pays a dit devant l'Assemblée générale, il y a un mois :

“... nous devons oeuvrer... pour une paix durable, pour la renonciation à toutes les entreprises agressives et pour que cessent les politiques incompatibles avec la paix¹.” Voilà le but primordial et voilà l'enjeu : une paix durable. On n'y parviendra pas sans la justice et sans l'égalité de reconnaissance d'obligations égales de part et d'autre. On n'y parviendra pas à moins d'être pénétré de l'extrême urgence de la situation.

44. Je suis persuadé qu'il existe parmi l'ensemble des membres des Nations Unies un courant d'opinion massif en faveur d'une résolution équitable et équilibrée, et d'une action entreprise immédiatement par un représentant spécial des Nations Unies. En fait, je n'ai pas souvenir d'avoir jamais rencontré parmi nous un sentiment aussi aigu de la nécessité d'agir en commun, un tel sentiment d'impatience collective et un accord aussi généralisé. Cela devrait nous autoriser à quelque espoir et à quelque confiance.

45. Aussi, je vous en conjure, que notre discussion de ce soir ne s'achève pas sans que nous ayons décidé ensemble d'agir aussi rapidement que possible pour prendre des mesures positives, justes et immédiates et les prendre, je l'espère, à l'unanimité.

46. M. IGNATIEFF (Canada) [*traduit de l'anglais*] : Monsieur le Président, je désire, bien entendu, associer ma voix à celle de mes collègues pour exprimer mon admiration de la façon dont vous avez déjà mené, en tant que Président du Conseil, les consultations afin de rechercher les voies d'une solution pacifique au problème du Moyen-Orient.

47. J'aimerais aussi dire combien je suis heureux de voir ici mon vieil ami, l'ambassadeur Borch, que j'ai eu l'occasion de connaître dans le passé, et à quel point le Canada se réjouit de poursuivre sa collaboration avec le Danemark au Conseil de sécurité.

48. L'actuelle résurgence des hostilités israélo-arabes dans la région de Suez souligne, comme vient de le dire le représentant du Royaume-Uni, le caractère précaire de ce cessez-le-feu dont nous étions tous convenus, le 6 juin, qu'il ne constituait qu'un premier pas. Si ce premier pas doit être suivi, comme il aurait déjà dû l'être, par d'autres mesures en vue du rétablissement de la paix dans la région, je crois que nous tous, au Conseil, devons admettre que le cessez-le-feu doit être scrupuleusement respecté des deux côtés et que toutes les parties doivent renoncer à toute activité militaire dans cette zone.

49. Il y a déjà suffisamment de matériaux inflammables dans la région pour qu'il ne soit pas nécessaire de jeter de l'huile sur le feu par des échanges d'accusations et de contre-accusations acrimonieuses et par des débats prolongés. Je serai donc très direct et très précis.

50. Dans les circonstances présentes, la délégation du Canada espère fermement que le Conseil adoptera, sinon en bloc du moins l'une après l'autre et d'urgence, les mesures suivantes.

51. En premier lieu, nous devons demander à toutes les parties de respecter scrupuleusement le cessez-le-feu et de

renoncer à toute activité militaire dans la région. En second lieu, nous devons demander au Secrétaire général des renseignements aussi complets que possible de la part du général Odd Bull tant en ce qui concerne les mesures qu'il a prises jusqu'à présent aux termes de l'accord adopté par le Conseil le 10 juillet 1967² relativement à la surveillance du cessez-le-feu dans la région — à cet égard, je sais que nous avons reçu plusieurs rapports supplémentaires — qu'en ce qui concerne les ressources complémentaires dont il pourrait éventuellement avoir besoin pour s'acquitter de sa lourde et importante tâche aussi efficacement que possible en vertu de l'accord que j'ai déjà cité. En troisième lieu, il faut prendre immédiatement les mesures nécessaires — comme la délégation du Canada et, bien entendu, celles de l'Inde et du Royaume-Uni ont constamment pressé de le faire depuis le début de juin — pour donner au Secrétaire général l'autorisation voulue pour qu'il dépêche au Moyen-Orient un représentant spécial chargé de mettre en route le processus qui doit conduire au rétablissement de la paix dans la région. Ceci a d'ailleurs été reconnu comme une nécessité urgente par le Secrétaire général lui-même au paragraphe 48 de l'introduction de son rapport annuel à l'Assemblée générale³.

52. En mentionnant cette troisième mesure, je suis parfaitement conscient, tout comme le représentant du Royaume-Uni, des difficultés qu'implique un accord sur l'ensemble des principes dans le cadre desquels devront s'inscrire les efforts du représentant spécial. Mais je suis au courant des consultations étendues qui ont déjà eu lieu et qui continuent de se dérouler à ce sujet sous la conduite du Président. Et je ne peux pas croire qu'il soit au-dessus des forces des membres du Conseil de parvenir à un accord sur une proposition aussi raisonnable et qui, de surcroît, nous permettrait de sortir de l'impasse. Ce qu'il nous faut, c'est, selon la définition de mon collègue du Royaume-Uni, une résolution équitable et équilibrée et je crois que tout le monde aujourd'hui reconnaît la nécessité d'une telle démarche considérée comme la première étape vers le retour de la paix au Moyen-Orient. C'est pourquoi je recommande à l'attention favorable de mes collègues du Conseil ce programme d'activités constructives.

53. M. FEDORENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*traduit du russe*] : Monsieur le Président, les événements qui se sont déroulés à Suez aujourd'hui, 24 octobre, n'ont pu manquer d'attirer l'attention du Conseil de sécurité, de l'Organisation des Nations Unies et de l'opinion publique mondiale. Ces événements ont confirmé avec force que la situation demeure tendue au Moyen-Orient et ont révélé le danger de la situation qui persiste là-bas du fait que les séquelles de l'agression israélienne contre les Etats arabes n'ont pas encore été liquidées. Cette nouvelle provocation des forces armées israéliennes, au sujet de laquelle M. El Kony, représentant de la République arabe unie, vient de faire une déclaration convaincante dans son intervention, constitue une violation très grave des décisions du Conseil de sécurité relatives au cessez-le-feu et à la cessation des opérations militaires. C'est un défi aux normes élémentaires et généralement admises du droit

² Incorporé dans le compte rendu de la 1366^{ème} séance du Conseil, par. 125.

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Supplément No 1A.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, séances plénières, 1567^{ème} séance, par. 91.

international, à la légalité et aux principes de la Charte des Nations Unies.

54. Il n'est guère possible d'évaluer pleinement à l'heure actuelle toutes les conséquences du bombardement barbare de la région de Suez par l'artillerie israélienne. Une chose est d'ores et déjà certaine : un dommage irréparable a été causé à cette ville. De nombreux quartiers d'habitation ont été détruits, un grand nombre de civils ont été tués ou blessés, des entreprises industrielles ont été anéanties et des raffineries de pétrole ont été la proie des flammes. Cela est d'autant plus grave qu'il ne s'agit pas d'un événement fortuit ou d'une erreur de calcul, mais d'un acte de barbarie prémédité et préparé à l'avance sur les instructions de Tel-Aviv. Les forces d'occupation israéliennes n'ont pas tenu compte des appels lancés par les observateurs des Nations Unies qui se trouvaient dans cette région en vue d'un cessez-le-feu immédiat, et le tir d'artillerie s'est poursuivi longuement, jusqu'à ce que l'objectif criminel ait été atteint et les monstrueux projets accomplis. Le fait que l'attaque ait été déclenchée par les agresseurs israéliens se trouve confirmé dans le rapport, en date du 24 octobre, du Chef d'état-major de l'Organisation des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve [S/7930/Add.44]. On lit notamment dans ce document :

"(1) Le poste d'observation (P O) Mike à Port Tewfik a signalé que les forces israéliennes de défense avaient déclenché un tir d'artillerie le 24 octobre à 12 h 31 TU sur une raffinerie de pétrole au sud-ouest de Port Suez."

55. Compte tenu de ce fait, la contre-accusation formulée à la hâte par Israël prend l'allure d'une réaction à retardement, d'une triste comédie destinée à induire en erreur le Conseil de sécurité et l'opinion publique mondiale. Ce genre de procédés pseudo-diplomatiques est caractéristique des représentants d'Israël qui, comme les membres du Conseil de sécurité s'en souviennent, ont, par le passé, eu recours plus d'une fois à la manœuvre classique de l'agresseur, qui consiste à utiliser la procédure afin d'essayer de faire retomber la responsabilité de son crime sur la victime de l'agression. Mais les faits rapportés par les observateurs des Nations Unies qui se trouvaient dans la région de Suez parlent d'eux-mêmes et révèlent la fausseté des accusations absurdes lancées par Tel-Aviv.

56. Ainsi, Monsieur le Président, comme il est justement souligné dans la lettre [S/8207] en date du 24 octobre par laquelle le représentant de la République arabe unie demande que le Conseil de sécurité soit immédiatement convoqué, le Gouvernement israélien porte l'entière responsabilité de ce nouvel et grave acte d'agression qui, comme nous le voyons maintenant, dépasse de beaucoup ce que l'on aurait pu qualifier de violation pure et simple des décisions du Conseil de sécurité relatives au cessez-le-feu. Ce n'est rien d'autre que la poursuite de la guerre d'agression contre un Etat Membre des Nations Unies, la République arabe unie. Ce n'est qu'un des maillons d'une longue chaîne d'attaques et de provocations commises par Israël, ces derniers temps, contre la République arabe unie et les autres pays arabes.

57. Il y a seulement deux jours, Israël a accompli un nouvel acte d'agression en faisant pénétrer un navire de

guerre dans les eaux territoriales de la République arabe unie, près des côtes de Port Saïd. Les vaisseaux de guerre de la République arabe unie ont dû, conformément aux lois d'un Etat souverain, prendre des mesures de légitime défense contre cette provocation. Mais cela n'a pas arrêté l'agresseur. Et n'est-elle pas dérisoire cette tentative que vient de faire le représentant d'Israël pour détourner par n'importe quel moyen l'attention du Conseil de sécurité du nouvel acte d'agression commis par les forces armées israéliennes dans la région de Suez et pour justifier cyniquement la violation des eaux territoriales de la République arabe unie par un destroyer israélien. Quelles que soient les épithètes et la phraséologie auxquelles M. Rafael ait pu avoir recours, quels qu'aient été ses efforts pour faire croire que le navire de guerre était sans défense et était engagé dans une manœuvre pacifique et contumière à proximité immédiate des côtes de la République arabe unie, il ne parviendra naturellement pas à dénaturer et à déformer les faits.

58. Il faut en effet remarquer, Monsieur le Président, que le représentant d'Israël a, en fait, esquivé la réponse à la question fondamentale : pourquoi les forces israéliennes ont-elles mitraillé de façon barbare la ville de Suez ? Il n'a pas expliqué au Conseil de sécurité de quel droit les occupants ont massacré un grand nombre de paisibles habitants de Suez, ont détruit des usines et des fabriques. Tel est pourtant l'objet du débat au Conseil de sécurité. Sans doute l'agresseur a-t-il sa propre logique. Il pratique l'arbitraire et juge bon ensuite de jouer la comédie devant le Conseil de sécurité.

59. On sait que, les 23 et 24 octobre, Tel-Aviv n'a cessé de proférer contre la République arabe unie des menaces qui ont abouti à une vaste opération militaire contre la ville de Suez. La presse nous a fait savoir, Monsieur le Président, que le Ministre israélien de la défense lui-même, M. Moshe Dayan, déclarait l'autre jour dans une intervention menaçante que la zone du canal de Suez — et je cite — "est redevenue l'étincelle qui peut déclencher l'incendie". Le monde entier voit maintenant que la soldatesque israélienne a mis ces menaces à exécution. Tout cela confirme qu'il serait inadmissible de tarder à mettre fin à l'occupation illégale des territoires arabes par Israël, occupation qui est le résultat d'une agression commise en violation des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies.

60. Le Gouvernement soviétique, on s'en souvient, a plus d'une fois prodigué des avertissements en déclarant qu'en allant à l'encontre de la volonté des peuples et des intérêts de la paix les milieux dirigeants d'Israël et ceux qui les soutiennent aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, dans la République fédérale d'Allemagne et dans d'autres pays occidentaux jouent un jeu dangereux et portent toute la responsabilité de la politique d'agression et de provocation qu'ils poursuivent contre les Etats et les peuples arabes.

61. Tant que l'agresseur continue d'occuper les terres qui ont appartenu de tout temps au peuple arabe, tant qu'il avancera des prétentions territoriales et autres, tant qu'il persistera à saboter de façon révoltante les décisions prises par l'Organisation des Nations Unies, il est impossible de faire disparaître la tension et de restaurer la paix au Moyen-Orient.

62. N'est-il pas évident que, dans un climat de tension sans cesse accru, de nouvelles complications soient inévitables ? On ne saurait même exclure la possibilité que les incidents militaires provoqués par Tel-Aviv le long du canal de Suez, sur le front israélo-jordanien et le front israélo-syrien, ne se développent en un vaste affrontement militaire.

63. Les derniers événements militaires font une obligation au Conseil de sécurité de réfléchir avec beaucoup de sérieux sur la nécessité d'accélérer le règlement politique au Moyen-Orient. Le Conseil de sécurité doit faire immédiatement son devoir en ce qui concerne les violations de ses décisions auxquelles se livre Israël ainsi que la nouvelle provocation israélienne.

64. La délégation soviétique estime que la demande de convocation immédiate du Conseil présentée par la République arabe unie est pleinement justifiée. Non seulement nous soutenons énergiquement cette juste demande, mais nous pensons que le Conseil de sécurité doit condamner sans réserve les actes d'agression commis par Israël dans la région de Suez. En outre, il faut absolument qu'Israël répare les dégâts causés à la République arabe unie et aux habitants de Suez à la suite du bombardement et du mitraillage barbares de la ville.

65. Compte tenu de ce que nous venons d'exposer, la délégation soviétique soumet à l'examen du Conseil le projet de résolution suivant :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la communication du représentant de la République arabe unie concernant le nouvel acte d'agression commis par Israël dans le secteur de la ville de Suez,

"Ayant examiné également l'information, présentée par le Secrétaire général dans le document S/7930/Add.44, selon laquelle les forces israéliennes ont déclenché et poursuivi un tir d'artillerie, ne tenant aucun compte de la proposition du Chef d'état-major de l'Organisation des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine, relative à un cessez-le-feu immédiat,

"Exprimant sa vive préoccupation devant le fait que cet acte d'agression a fait de nombreuses victimes parmi la population civile et causé de graves dégâts matériels,

"Estimant que les actions des forces armées d'Israël dans le secteur de la ville de Suez constituent une violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité relatives au cessez-le-feu et à l'arrêt des opérations militaires, en date du 6 juin 1967 [233 (1967)] et du 7 juin 1967 [234 (1967)], ainsi que des autres résolutions du Conseil de sécurité sur la question,

"1. Condamne résolument Israël pour l'acte d'agression qu'il a commis dans le secteur de la ville de Suez;

"2. Exige qu'Israël indemnise la République arabe unie des dommages causés par cet acte;

"3. Exige avec insistance qu'Israël respecte strictement les résolutions précitées du Conseil de sécurité relatives au

cessez-le-feu et à l'arrêt des opérations militaires."
[S/8212.]

66. Nous demandons au Conseil d'agir sans délai et de prendre d'urgence la décision qui s'impose, conformément aux tâches et à la haute responsabilité qui lui ont été confiées par la Charte des Nations Unies.

67. Le PRESIDENT (*traduit de l'anglais*) : Je donne la parole au représentant de la Jordanie.

68. M. RIFA'I (Jordanie) [*traduit de l'anglais*] : Je tiens à remercier le Conseil de sécurité de m'avoir accordé le privilège de participer au présent débat. Jamais encore l'Organisation des Nations Unies et les principes qu'elle incarne n'ont eu à faire face à un aussi grave défi à leur existence même qu'à l'occasion de la crise dont l'Organisation est maintenant saisie. Jamais auparavant l'élément de retard n'a joué un rôle aussi décisif dans l'aggravation de la situation que dans le cas de la présente agression israélienne. Près de cinq mois se sont écoulés depuis qu'Israël a occupé par la force de vastes portions de territoire arabe et, en dépit de cette violation flagrante des principes de la Charte, nous en sommes toujours au même point que lorsque Israël a, pour la première fois, envahi et occupé ces territoires. Le Conseil de sécurité a tenu de nombreuses séances, aussi bien durant la cinquième session extraordinaire d'urgence que pendant la vingt-deuxième session actuelle de l'Assemblée générale, mais, à ce jour, rien n'a été fait pour réprimer l'agression et effacer ses conséquences. Cela signifie-t-il vraiment que, contrairement à ce que ses membres ont résolu aux termes de la Charte, l'Organisation des Nations Unies est maintenant prête, après 20 ans de dur labeur et de dévouement, à tourner le dos aux principes qui la guident et à s'incliner devant le fait accompli ? Ou bien alors espère-t-on que le facteur temps finira par produire un miracle qui dispensera les Nations Unies d'avoir à prendre une ferme décision face à des pressions provocatrices ?

69. Dans le cas présent, le facteur temps s'est révélé un élément des plus dangereux. Il suffit de voir ce qui s'est passé depuis le 5 juin et tout particulièrement aujourd'hui. Une fois de plus Israël a jugé rentable l'usage de la force et a déclenché une attaque gratuite contre le territoire et la population arabes. Cette attaque perfide qu'Israël a lancée aujourd'hui et que le représentant de la République arabe unie vient d'évoquer devant le Conseil n'est qu'un maillon d'une chaîne continue d'agressions israéliennes. Cette attaque a provoqué la mort d'un nombre considérable d'hommes, de femmes et d'enfants innocents. La ville de Suez et sa population ont été presque entièrement anéanties — êtres vivants comme constructions. Qui plus est, les Israéliens ont systématiquement bombardé et complètement détruit les installations industrielles, y compris les raffineries de pétrole de Suez et les usines Nasr de fabrication d'engrais ainsi que plusieurs autres complexes industriels. Tout cela n'est qu'un indice des visées hostiles d'Israël à l'égard des pays arabes, de leurs populations et de leurs progrès. Puisse la pensée de la population civile arabe qui est tombée victime des coups israéliens rester gravée jour et nuit dans l'esprit des représentants et leur rappeler que cette situation tragique, tout ce grave désordre, se sont produits faute d'une action décisive de la part des Nations Unies.

70. Dans la partie occupée de mon pays, la Jordanie, les forces israéliennes, au mépris total du droit international, de la Charte des Nations Unies et de la civilisation, se sont rendues coupables des crimes les plus hideux, dont il est à peine possible de trouver un parallèle dans l'histoire moderne. La propriété privée est détruite sans discernement et les habitants endurent de la part des Israéliens les pires traitements qu'un être humain puisse supporter. La torture, le pillage, le brigandage, l'anéantissement de villages jordaniens sont à l'ordre du jour. La moitié de mon pays et la moitié de notre population subissent l'occupation et la persécution d'Israël.

71. Pourquoi permet-on que tout cela et plus encore puisse se prolonger ? La réponse est claire et simple : c'est tout simplement que les organes des Nations Unies, et notamment le Conseil de sécurité, se dérobent devant la responsabilité d'adopter une position nette et efficace. Bien des séances ont déjà eu lieu, mais elles ont toujours abouti à une impasse totale. La raison sous-jacente à tout cela réside clairement dans l'attitude de certaines grandes puissances, attitude qui ne sert qu'à encourager Israël à persister dans sa conduite provocatrice.

72. A cet égard, nous sommes bien obligés de demander : comment se fait-il que le Conseil n'ait pas encore été capable de prendre des mesures efficaces dans la grave situation qui sévit au Moyen-Orient ? Comment se fait-il que tant de séances et de consultations privées aient eu lieu hors de cette salle, hors de ce bâtiment, pour n'aboutir à rien ? Comment se fait-il que tant d'idées, tant de propositions aient été discutées, tant d'opinions échangées, sans aucun résultat concret ? Comment se fait-il que la question ait fait la navette entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, qu'elle ait été discutée dans ces deux organes, sans qu'aucun ne parvienne à prendre une véritable décision ? Là encore, la réponse est claire. Elle tient à une tendance qui se manifeste maintenant à l'évidence, et qui consiste à subordonner le droit et la justice à des considérations politiques étrangères au fond de la véritable question qui est soumise au Conseil.

73. Ce serait une grande déception pour ceux qui entendent encore garder une certaine confiance en cette organisation mondiale et conserver quelque respect pour les relations et les amitiés internationales s'ils constataient que, malgré ce qui s'est produit aujourd'hui, le Conseil ne se prononçait pas clairement dans le sens d'une condamnation ferme d'Israël pour son agression flagrante d'aujourd'hui et si des mesures punitives n'étaient pas prises à son encontre. Qu'il me soit permis, à ce propos, d'exprimer ma reconnaissance au représentant de l'Union soviétique pour l'initiative qu'il a prise dans le projet de résolution dont il vient de donner lecture.

74. L'attaque armée israélienne d'aujourd'hui montre au grand jour le mépris total qu'Israël affiche pour l'existence même des Nations Unies et cela devrait assurément pousser le Conseil de sécurité à adopter promptement une décision qui ordonne à Israël de replier toutes ses forces armées sur les lignes d'où il a lancé sa grande offensive du 5 juin et de le faire sans plus de retard et sans condition. A moins que cette exigence fondamentale ne soit strictement honorée, il ne peut y avoir aucun espoir de progrès dans la voie de la

paix. Toute attitude qui ne tiendrait pas compte de cette exigence essentielle s'écarterait de la bonne voie, celle dont on peut attendre des résultats fructueux.

75. M. GOLDBERG (Etats-Unis d'Amérique) [*traduit de l'anglais*] : Je suis heureux, Monsieur le Président, de vous souhaiter la bienvenue à la présidence du Conseil, que d'ores et déjà vous occupez de façon si distinguée. Je voudrais également m'associer à ce que nombre de mes collègues ont déjà dit du représentant de l'Inde, notre excellent ami M. Parthasarathi.

76. Les Etats-Unis partagent le sentiment d'angoisse qui étreint le monde devant les incidents qui ont motivé la convocation d'urgence de cette séance du Conseil de sécurité, à savoir le torpillage du destroyer israélien *Eilat*, le 21 octobre, et le sérieux engagement d'artillerie qui s'est produit aujourd'hui entre les forces d'Israël et celles de la République arabe unie. Notre première pensée va bien entendu aux pertes de vies humaines, aux destructions de biens matériels et aux souffrances que ces incidents ont causées. Mais nous sommes également profondément préoccupés par le fait que les décisions de cessez-le-feu que le Conseil a adoptées en juin dernier ont été violées, avec tous les dangers que cette violation comporte pour la paix au Moyen-Orient.

77. La première résolution adoptée par le Conseil au mois de juin dernier, la résolution 233 (1967), en date du 6 juin, priait tous les gouvernements intéressés, "à titre de première étape, de prendre immédiatement toutes mesures en vue d'un cessez-le-feu immédiat et d'une cessation de toutes activités militaires dans la région". En adoptant cette résolution et les trois qui l'ont suivie et confirmée [234 (1967), 235 (1967) et 236 (1967)], le Conseil reconnaissait clairement que, si l'on voulait marquer un progrès quelconque vers la paix au Moyen-Orient, la première mesure devait être un cessez-le-feu total, un arrêt total des actes de violence entre les deux parties. Cette vérité était alors indiscutable tant elle sautait aux yeux et elle le demeure aujourd'hui.

78. Les Etats-Unis sont prêts à se joindre au Conseil pour insister sur ce point fondamental. Les Etats-Unis sont même tout prêts à aller plus loin et à coopérer à toute mesure qui apparaîtra nécessaire pour renforcer le dispositif des Nations Unies de façon qu'il puisse être parfaitement à la hauteur de sa tâche de surveillance de l'ensemble des résolutions du Conseil relatives au cessez-le-feu. Nous devrions donner au général Bull ce dont il ne dispose pas et dont il a besoin pour veiller à l'application du cessez-le-feu, qu'il s'agisse d'hommes ou du matériel et des services nécessaires sur terre, sur mer et dans l'air.

79. Mettre un terme à la violence était une nécessité impérative en juin; cela reste une nécessité impérative aujourd'hui. A maintes et maintes reprises, comme le démontrent amplement les documents du Conseil, l'expérience a prouvé que dans la région, y compris dans celle qui a été le théâtre des récents événements, la violence engendre la violence, que la belligérance engendre la belligérance, que les actes de guerre engendrent des actes de guerre.

80. Le Conseil a le droit d'insister pour que toutes les parties respectent scrupuleusement le cessez-le-feu et met-

tent fin à toutes les activités militaires qui contribuent à le violer. Le Conseil a le droit et le devoir d'insister pour que la paix règne dans la région, une paix juste, stable et permanente.

81. Comme je l'ai dit, les résolutions du Conseil de sécurité prévoyaient que le cessez-le-feu devait être la première étape, et, bien sûr, ce pas-là doit être assuré. Mais ma délégation est prête, et depuis longtemps, à franchir le pas suivant. Nous sommes prêts à le faire depuis l'époque où les délibérations du Conseil de sécurité sur le Moyen-Orient ont été interrompues à la mi-juin 1967. Le pas suivant est celui auquel j'ai fait allusion tout à l'heure et c'est un pas vers la paix dans la région.

82. Les événements de ces derniers jours mettent en relief ce que nous savons tous depuis longtemps, à savoir que ce dont le Moyen-Orient a besoin n'est pas un simple cessez-le-feu, si capital soit-il, ce n'est pas non plus un armistice si fragile, et si souvent violé, mais ce sont de nouvelles mesures tendant à instaurer une paix durable. Une paix véritable, tel doit être notre but, et rien de moins qu'une paix véritable est essentiel à la région. Il devrait être maintenant plus évident que jamais qu'il nous faut commencer, et commencer tout de suite, à avancer vers un juste règlement de toutes les questions pendantes entre les parties.

83. Nous devons agir ce soir et ma délégation est convaincue que l'action qui s'impose est toute désignée. Le Conseil doit ce soir réaffirmer le cessez-le-feu et exiger de toutes les parties qu'elles s'y conforment scrupuleusement; le Conseil doit condamner toutes les violations du cessez-le-feu, d'où qu'elles viennent.

84. Nous venons d'assister à un numéro bien connu présenté par notre collègue, l'ambassadeur Fedorenko de l'Union soviétique. J'en dirai simplement ceci : s'il est une chose qui ne risque pas de contribuer à la paix dans la région ou aux progrès du Conseil, c'est bien une reprise à minuit de ce vieux disque usé.

85. L'expérience a amplement démontré que le Conseil n'envisagera pas la situation d'un oeil partial ni n'adoptera de résolutions partiales, mais traitera équitablement de la situation dans le souci de mettre un terme à la violence et de se rapprocher de la paix. A cette fin, je sou mets à l'examen du Conseil un projet de résolution, dont je voudrais, avec votre permission, Monsieur le Président, donner lecture :

"Le Conseil de sécurité,

"Gravement préoccupé par les rapports et les plaintes dont il a été saisi au sujet d'hostilités militaires qui constituent des violations du cessez-le-feu entre Israël et la République arabe unie,

"Convaincu que la condition de tout progrès vers l'établissement d'une paix juste et durable dans la région est le respect mutuel du cessez-le-feu, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et aux accords auxquels les parties ont souscrit,

"1. Condamne toutes les violations du cessez-le-feu, sans exception;

"2. Insiste pour que les Etats Membres intéressés respectent scrupuleusement le cessez-le-feu tel qu'il a été stipulé dans les résolutions 233 (1967), 234 (1967), 235 (1967) et 236 (1967) et dans le consensus du 10 juillet 1967, et coopèrent pleinement avec le Chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et avec les observateurs militaires des Nations Unies dans l'exécution des tâches qui leur incombent à cet égard;

"3. Fait appel aux gouvernements intéressés pour qu'ils donnent des instructions catégoriques à toutes les forces militaires afin qu'elles s'abstiennent absolument d'ouvrir le feu, comme il est stipulé dans les résolutions susmentionnées." [S/8213.]

Je présente officiellement ce projet de résolution dont je demanderais la distribution.

86. M. PARTHASARATHI (Inde) [traduit de l'anglais] : Je tiens, pour commencer, à remercier le représentant des Etats-Unis pour les mots très aimables qu'il a eus à mon égard. Le Conseil de sécurité se réunit de nouveau aujourd'hui sous la menace d'un conflit armé en Asie occidentale. Nous avons sous les yeux les lettres des représentants permanents de la République arabe unie et d'Israël [S/8207 et S/8208] et nous disposons également de renseignements fournis par le Secrétaire général communiquant les messages reçus de l'ONUST [S/7930/Add.44 et 45].

87. Il suffit de jeter un bref coup d'oeil sur les documents que je viens de citer pour voir apparaître clairement le caractère délibéré de l'attaque montée par Israël dans le courant de la journée contre la République arabe unie. Le fait ressort nettement du refus des autorités israéliennes d'accepter la proposition de l'ONUST demandant d'appliquer un cessez-le-feu à partir de 13 h 30 TU. Selon le rapport de l'ONUST, la République arabe unie a accepté la proposition alors que la réponse des autorités israéliennes n'était qu'équivoque et attermoiements.

88. Le caractère délibéré de l'attaque est également mis en évidence par les énormes dégâts infligés aux installations industrielles et particulièrement aux raffineries de pétrole de la région de Suez. Le Conseil est en droit de supposer que les manoeuvres équivoques et les temporisations d'Israël avaient pour but de lui permettre d'accomplir son plan de destruction des installations industrielles et de faire subir de nouveaux dommages à la vie et aux biens de la population civile.

89. Il est aussi un aspect connexe de la question sur lequel j'aimerais appeler l'attention du Conseil. La pratique des représailles a été spécifiquement interdite en plusieurs occasions, dont la dernière remonte à la date récente du 25 novembre 1966, dans la résolution 228 (1966) du Conseil de sécurité. Plusieurs résolutions successives du Conseil de sécurité ont condamné les mesures militaires prises par Israël à l'encontre de ses voisins arabes. Il me suffira de citer l'une d'entre elles, la résolution 228 (1966), qui rappelait à Israël que les représailles sont inadmissibles. On lit au paragraphe 3 de cette résolution :

"Souligne à l'intention d'Israël que les actes de représailles militaires ne peuvent être tolérés et que, s'ils se

répètent, le Conseil de sécurité devra envisager des mesures nouvelles et plus efficaces, prévues par la Charte, pour assurer que de tels actes ne se répètent pas”.

90. Toutes ces résolutions dont je viens de parler montrent que le Conseil de sécurité s’est très clairement prononcé sur la politique israélienne de représailles en la déclarant inadmissible. Qui plus est, la dernière en date des actions d’Israël enfreint les termes du cessez-le-feu ordonné par le Conseil de sécurité au mois de juin de cette année. Puis-je rappeler aux membres du Conseil que, dans sa résolution 236 (1967) adoptée le 12 juin 1967, le Conseil a expressément condamné toute violation du cessez-le-feu d’où qu’elle vienne. Dans le contexte de la nette interdiction prononcée par les résolutions que je viens de citer, Israël ne peut justifier sous aucun prétexte son attaque d’aujourd’hui.

91. Le Conseil a également entendu des déclarations concernant l’incident naval du 21 octobre au cours duquel le destroyer israélien *Eilat* a été coulé. Ma délégation demeure, comme beaucoup d’autres, gravement préoccupée par cet incident. Le représentant de la République arabe unie a indiqué dans sa lettre du 22 octobre adressée au Président du Conseil de sécurité [S/8205] que le destroyer naviguait dans les eaux territoriales de la République arabe unie. De son côté, le représentant d’Israël a déclaré que le navire se trouvait en dehors de ces eaux territoriales. Le rapport du Secrétaire général sur cet incident naval [S/7930/Add.43] ne fournit aucune information décisive sur cet aspect de la question. De toute évidence, une enquête supplémentaire est nécessaire pour déterminer si le destroyer se trouvait réellement dans les eaux territoriales de la République arabe unie au moment où il a été coulé.

92. L’établissement de ce fait revêt une grande importance dans le contexte de la résolution 236 (1967), qui interdit formellement toutes avances militaires postérieures au cessez-le-feu. Ma délégation estime donc qu’une enquête sur cet incident et sur toutes les circonstances qui l’ont entouré devrait être ordonnée par le Secrétaire général de façon à permettre au Conseil de sécurité d’arriver à une conclusion.

93. J’en ai fini avec les points précis qui sont en discussion et je voudrais maintenant souligner combien il est nécessaire que le Conseil agisse pour résoudre la situation en Asie occidentale. La persistance de l’occupation de vastes territoires arabes et les heurts fréquents qui se produisent le long des lignes de cessez-le-feu nous rappellent sans cesse la grave situation qui sévit dans cette région. La communauté internationale ne saurait ignorer l’existence de la menace pour la paix qui résulte de cet état de choses. Nous déplorons profondément que, en dépit des nombreuses réunions du Conseil de sécurité et d’une session d’urgence de l’Assemblée générale, aucun progrès n’ait pu être enregistré ni pour assurer le retrait des forces armées israéliennes ni dans le rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région.

94. Au cours du débat général de l’actuelle session de l’Assemblée générale, le chef de la délégation indienne a notamment déclaré : “... Nous devons tous comprendre que, si nous ne parvenons pas à trouver de solution au problème de l’Asie occidentale, il en résultera des menaces

plus graves encore pour la paix⁴.” Nous avons la ferme conviction que l’Organisation des Nations Unies ne peut pas même entamer le processus qui conduira à trouver des solutions durables aux graves problèmes du Moyen-Orient si nous ne commençons pas par prendre avant toute chose un certain nombre de mesures concrètes destinées à réduire la tension dans la région. C’est la raison pour laquelle ma délégation a déclaré, à la 1352^{ème} séance du Conseil de sécurité, le 9 juin dernier, que, suivant sa pratique, le Conseil de sécurité devrait renforcer son appel au cessez-le-feu et ordonner immédiatement le retrait de toutes les forces armées sur les positions qu’elles occupaient avant le déclenchement des hostilités. Ma délégation est plus que jamais convaincue que, à moins que le Conseil de sécurité ne prenne la première mesure qui consiste à ordonner le retrait des forces israéliennes sur les positions qu’elles occupaient le 4 juin 1967, nous serons encore amenés à nous réunir maintes fois pour examiner de graves violations du cessez-le-feu. Il ne pourra y avoir dans la région ne serait-ce qu’un début de détente tant que les forces israéliennes ne se seront pas d’abord retirées des territoires qu’elles occupent.

95. Au cours de cette longue et navrante crise du Moyen-Orient, et plus particulièrement depuis les événements de juin 1967, la communauté mondiale a pu se rendre compte qu’à moins que certains principes bien établis et rigoureusement respectés du droit international et des usages internationaux ne soient réaffirmés par le Conseil, avec toute l’autorité que lui confère la Charte, il pourrait s’avérer bien difficile, sinon impossible, de parcourir le trajet qui mène de l’état de guerre à l’état de paix et de tranquillité. Le temps est ici un élément essentiel et plus vite le Conseil agira, mieux cela vaudra. Les membres du Conseil de sécurité ont le devoir d’intensifier leurs efforts en vue d’assurer le retrait des troupes et de dégager les solutions des graves problèmes de la région, de sorte que le cessez-le-feu précaire qui est actuellement en vigueur aboutisse à une paix juste et durable.

96. Nous avons entendu ce soir, parmi d’autres déclarations, les paroles du représentant du Royaume-Uni. J’ai le grand plaisir de dire que, comme lui, je pense que le Conseil doit agir d’urgence pour faire face au sérieux problème que pose cette région. Qui plus est, je joins ma voix à la sienne pour dire que la résolution devra être équitable et équilibrée. J’espère qu’à son tour il reconnaîtra avec moi, comme je l’ai instamment répété pendant plus de trois mois, que la résolution doit s’appuyer sur certains principes fondamentaux destinés à être transmis au représentant spécial qui, nous sommes d’accord là-dessus, doit se rendre d’urgence dans la région.

97. M. DE CARVALHO SILOS (Brésil) [traduit de l’anglais] : Permettez-moi tout d’abord, Monsieur le Président, de vous faire part de l’admiration de la délégation brésilienne pour la façon dont vous avez conduit les consultations qui ont eu lieu parmi les membres du Conseil. Je voudrais aussi souhaiter la bienvenue au nouveau représentant du Danemark. La délégation du Danemark a joué un rôle très actif et très constructif dans les délibérations du Conseil et je suis sûr que son nouveau chef suivra la même voie et fera preuve des mêmes qualités d’authentique homme d’Etat que son distingué prédécesseur.

⁴ Ibid., Séances plénières, 1582^{ème} séance, par. 81.

98. C'est avec une profonde tristesse que ma délégation a appris la nouvelle du torpillage du destroyer israélien *Eilat* par des patrouilleurs égyptiens et celle de l'attaque par les forces armées israéliennes des raffineries de pétrole et des autres installations industrielles situées près de Suez. Il est bien regrettable que cette action militaire ait eu lieu. Il est indispensable que les parties intéressées agissent avec modération. On a répété bien des fois qu'on ne pourra parvenir que par des moyens pacifiques à une solution du conflit du Moyen-Orient, et de tels affrontements ne peuvent que repousser indéfiniment le jour où l'on parviendra enfin à un règlement durable.

99. Le Brésil a toujours soutenu que le premier pas vers une solution du problème du Moyen-Orient est le strict respect des résolutions du Conseil de sécurité relatives au cessez-le-feu. Nous ne saurions donc tolérer aucune infraction aux décisions prises par cette assemblée avec l'appui de la communauté internationale tout entière. Nous conjurons les parties intéressées de se conformer à ces décisions.

100. M. TARABANOV (Bulgarie): Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous souhaiter la bienvenue au Conseil de sécurité, en tant que représentant du Japon et comme Président du Conseil de sécurité pour le mois présent, puisque c'est la première fois que nous nous rencontrons en séance au Conseil de sécurité. Je voudrais également souhaiter la bienvenue à notre collègue du Danemark qui vient de remplacer son prédécesseur devenu Ministre des affaires étrangères, poste auquel il pourra certainement faire un travail utile pour son pays.

101. Nous venons d'apprendre avec grande surprise et avec désappointement les événements qui se sont déroulés aujourd'hui au Moyen-Orient et en particulier aux alentours de la ville de Suez.

102. Les événements qui ont eu lieu aujourd'hui même, 24 octobre, ne sont pas un acte isolé ni un accident quelconque. Pour tout observateur objectif, ils paraissent être l'un des maillons d'une chaîne d'événements prémédités et préparés depuis fort longtemps et dont le moment le plus marquant a été l'agression israélienne du 5 juin 1967. En effet, après avoir occupé, à la faveur de l'agression du 5 juin, de larges portions du territoire des pays arabes qu'Israël a refusé et refuse encore maintenant d'évacuer, les extrémistes israéliens ont cherché des prétextes et des moyens pour affirmer leur domination sur ces territoires.

103. Toute une série de provocations ont été lancées par les forces d'occupation, ces provocations étant destinées à perpétuer l'état de choses actuel dans cette région. Cela, paraît-il, donne à certains des extrémistes israéliens l'espoir de pouvoir renforcer leurs revendications territoriales à l'égard des Etats arabes. Il est à peine besoin, bien entendu, de citer des documents à l'appui de ces revendications territoriales qui ont été exprimées à plusieurs reprises depuis l'agression du 5 juin et qui ont été réaffirmées il y a seulement quelques jours. Ces revendications ont été répétées à qui voulait les entendre par les mêmes extrémistes et ont été reprises par la propagande israélienne à travers le monde entier, comme vous le savez.

104. Que l'attaque israélienne contre la ville de Suez ait été préméditée, cela est démontré par l'intervention même

faite ici ce soir par le représentant d'Israël qui a dit que "l'attaque contre le destroyer *Eilat* a mis en danger l'accord de cessez-le-feu au Moyen-Orient". Qu'est-ce que cela veut dire? Ne veut-on pas dire par là que l'attaque et la destruction de ce navire — qui se livrait à une provocation en entrant dans les eaux territoriales de la République arabe unie — ont été un prétexte à des représailles entreprises par Israël?

105. Les événements se sont enchaînés de telle sorte que l'on s'est servi de cette destruction — qu'avait le droit d'opérer celui dont les eaux territoriales étaient violées — pour appuyer la provocation qui a été entreprise aujourd'hui. D'autre part, les provocations d'Israël ont été mises en évidence par le représentant de la République arabe unie qui a informé le Conseil des actes provocateurs de ce même destroyer qui a à son actif la destruction de deux bateaux de la République arabe unie dans les propres eaux territoriales de ce pays. Il faut déjà le souligner. Ce même bateau de guerre se trouvait, d'après les informations données par les autorités israéliennes au représentant du Secrétaire général — comme déjà plusieurs orateurs l'ont souligné — à 10 milles de la côte; il se trouvait donc dans un endroit où il ne devait pas être.

106. Bien entendu, le représentant permanent d'Israël a essayé, aussi bien dans son intervention d'aujourd'hui qu'auparavant dans sa lettre au Président du Conseil de sécurité de présenter l'attaque comme provoquée par le fait que c'est l'artillerie de la République arabe unie qui aurait ouvert le feu. Mais on a déjà donné des informations ici selon lesquelles c'est Israël qui a entrepris une attaque sur les raffineries bien avant d'avoir déposé une plainte quelconque auprès des services des Nations Unies qui se trouvent sur place.

107. C'est donc bien Israël qui a commencé l'attaque et il vient nous dire que, par hasard, il a détruit, durant l'attaque qu'il a entreprise contre les forces de la République arabe unie, des raffineries de pétrole, des usines et d'autres entreprises, et que des populations qui se trouvaient à côté de ces installations en ont souffert. Donc c'est avec préméditation qu'il a entrepris une attaque contre une ville peuplée, contre les installations qui s'y trouvaient, contre une région de la République arabe unie où il y avait une concentration civile. Il a cherché, bien entendu, à placer la responsabilité sur les troupes et sur les forces de la République arabe unie. Mais le chef des forces armées de la République arabe unie ne pouvait pas ne pas savoir que la ville de Suez et les autres villes se trouvaient à portée des pièces d'artillerie et de toutes les forces armées israéliennes. Donc il aurait risqué de faire massacrer cette population. Il aurait fallu qu'il veuille absolument la destruction de la population arabe pour entreprendre une telle attaque. C'est vraiment aller trop loin de la part du représentant permanent d'Israël que d'affirmer des choses pareilles. Aucun gouvernement responsable ne pourrait prendre de semblables mesures qui provoqueraient le massacre de sa propre population par un ennemi qui est décidé à la détruire.

108. D'autre part, ce qui est significatif, c'est le fait, qui a été souligné par le représentant de l'Inde et par d'autres également, que, lorsqu'on a proposé le cessez-le-feu, les forces israéliennes ont refusé, simplement pour pouvoir

continuer la destruction de la population civile, pour pouvoir continuer la destruction des installations.

109. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire simplement qu'Israël ne pouvait pas, qu'il ne voulait pas cesser parce qu'il avait déjà un plan qui devait être exécuté, de même qu'il en avait un, si vous vous en souvenez, quand le Conseil de sécurité avait décidé de demander le cessez-le-feu et que le cessez-le-feu n'a été accepté que deux jours après les événements déclenchés par Israël, après qu'il a pu atteindre ses buts militaires au Moyen-Orient, du 5 au 8 juin de cette année.

110. Tant qu'Israël continuera à occuper les territoires arabes, ses dirigeants seront toujours tentés de chercher à se prévaloir de ce fait, d'entreprendre des actes qui risqueront de créer des situations de nature à lui assurer des gains territoriaux. C'est pourquoi le Conseil de sécurité devrait prendre les mesures nécessaires pour trouver une solution à la situation créée au Moyen-Orient par l'agression israélienne du 5 juin. N'est-il pas significatif que les provocations israéliennes d'aujourd'hui aient été lancées à un moment où, aux Nations Unies, des efforts sont faits pour arriver à une solution ? N'est-il pas significatif, Monsieur le Président, que, au moment où des représentants vous félicitent de vos efforts et de votre persévérance à poursuivre les consultations qui sont en cours pour arriver à une solution de cette question, on voit les provocations se multiplier afin de saper les efforts faits en ce sens ? Est-ce que cela n'est pas significatif pour toute l'opinion publique mondiale ?

111. Le Conseil de sécurité devrait avoir d'autant plus d'intérêt à entreprendre ce travail immédiatement que d'autres incidents peuvent être provoqués par Israël. Il ne devrait pas se contenter d'entendre des déclarations du représentant permanent d'Israël qui nous a dit à peu près : "Israël est prêt maintenant, ce soir si vous voulez, immédiatement, à rencontrer les représentants de la République arabe unie et des autres pays arabes pour conclure la paix." Nous avons déjà entendu le même son de cloche. Il y a des pays qui font la guerre et qui, à tout moment, déclarent qu'ils sont prêts à aller vers la paix. Cela sonne comme pour le Viet-Nam. A tout moment on déclare qu'on est prêt à la paix et à tout moment, à l'abri de cette déclaration, on amplifie de plus en plus la guerre. Est-ce que cela ne vous donne pas à penser qu'Israël prend ses exemples là où il en a la possibilité et, notamment, chez le représentant permanent qui le défend ici devant le Conseil de sécurité ?

112. En face de la situation vraiment très grave au Moyen-Orient, le Conseil de sécurité devrait prendre des mesures immédiates et condamner résolument l'agression d'Israël dans la région de Suez, comme le demande l'Union soviétique dans son projet de résolution. Il devrait aussi enjoindre à Israël de verser réparation pour les énormes dommages causés à la République arabe unie par cette agression renouvelée. Il devrait insister, bien entendu, pour qu'Israël respecte strictement les résolutions déjà mentionnées du Conseil de sécurité, comme il est dit dans le projet soviétique. Le représentant du Canada a d'ailleurs lui aussi demandé que ces résolutions soient respectées. Or, quels sont ceux qui ne les respectent pas ? Ce sont les auteurs des provocations, ceux qui violent les eaux territoriales des autres Etats, ceux qui font montre de leur force au

Moyen-Orient pour pouvoir menacer les Etats arabes. Le Conseil de sécurité devrait aussi, bien entendu, prendre des mesures immédiates pour résoudre ce conflit qui continue de troubler la paix dans cette région et risque de déclencher une guerre beaucoup plus vaste dont les conséquences seraient terribles.

113. La délégation de la République populaire de Bulgarie tient à dire aussi que l'attitude lénifiante de certaines délégations devant l'agression n'est pas de mise ; devant l'agression, il n'y a qu'une attitude à prendre : la condamner et l'arrêter car elle peut avoir des conséquences désastreuses. C'est pourquoi le Conseil de sécurité doit prendre immédiatement les mesures qui s'imposent pour mettre fin au conflit qui vient d'être déclenché et pour résoudre une fois pour toutes la situation au Moyen-Orient. C'est à ces conditions seulement que nous pouvons espérer voir régner la paix dans cette région et dans le monde.

114. M. BERARD (France) : Je joins bien volontiers et avec plaisir ma voix à celle de mes collègues qui vous ont félicité, Monsieur le Président, pour les fonctions que vous exercez pour la première fois ce soir. Je me réjouis d'autant plus de voir dans votre place le représentant d'un pays où je suis resté plusieurs années et dont j'ai gardé un éblouissant et reconnaissant souvenir. J'adresse également la bienvenue la plus cordiale à notre collègue du Danemark.

115. Je n'ai pas besoin de dire avec quelle émotion mon pays, qui n'a cessé d'élever la voix pour réclamer l'établissement au Moyen-Orient d'une paix durable, a appris les événements qui viennent d'ébranler de nouveau dangereusement cette région. J'ai écouté avec la plus grande attention les indications qui nous ont été données par le représentant de la République arabe unie, auxquelles ont fait suite les remarques du représentant d'Israël. J'ai lu également avec le plus grand soin les rapports du général Odd Bull qui ont été distribués aujourd'hui.

116. Il m'apparaît que la gravité des faits rendait en effet indispensable la réunion immédiate du Conseil. Il y va sinon de la paix — car il y a en vérité bien longtemps qu'elle ne règne plus dans cette région du monde —, du moins de l'arrêt des combats, qui peut seul permettre un jour le retour à cette paix tant souhaitée.

117. Quelles que soient les informations complémentaires qui nous seront fournies et qui nous mettront en mesure d'apprécier avec plus de certitude la situation, la délégation française tient à indiquer dès maintenant qu'elle ne peut que regretter qu'il ait été de nouveau fait appel à la force et à des mesures qui ne peuvent que rouvrir le cycle infernal des représailles et contre-représailles qui causent des pertes cruelles et de graves dommages économiques.

118. Si, parmi les incidents de ces derniers jours, la rencontre navale qui a abouti à la perte d'un navire, accompagnée, hélas ! par celle de vies humaines, apparaît essentiellement comme un heurt militaire, le rapport du général Odd Bull [S/7930/Add.44], la destruction des raffineries de Suez, représentant 80 p. 100 de la puissance de la République arabe unie dans ce domaine, et qui a causé également de nombreux morts et blessés parmi la population civile de la ville, confèrent à ce dernier et triste événement un caractère particulièrement troublant.

119. Je ne veux pas me prononcer ce soir avant de disposer de plus d'informations. Je ne veux pas me prononcer plus précisément sur la question des responsabilités. Je veux plutôt souligner que le premier devoir du Conseil est de s'assurer que le cessez-le-feu sera désormais observé. Il faut que ce cessez-le-feu soit exécuté par les deux parties. Il faut que l'activité du général Odd Bull et de ses représentants soit couronnée de succès et que leurs ordres et leurs injonctions soient respectés. C'est là une nécessité urgente et indispensable. Ce n'est qu'à partir d'un cessez-le-feu efficace que pourra être abordée la tâche plus étendue qui reste à accomplir dans cette région, et qui apparaît aujourd'hui plus urgente que jamais, et par laquelle seule l'ensemble de cette région retrouvera une existence normale et la sécurité que mon pays appelle de tous ses vœux.

120. M. BORCH (Danemark) *[traduit de l'anglais]* : Je tiens à exprimer mes remerciements pour les appréciations élogieuses qui ont été portées sur mon prédécesseur et pour l'aimable accueil qui m'a été réservé.

121. C'est avec le plus vif regret et la plus grande préoccupation que nous avons appris les graves incidents et les violations des décisions de cessez-le-feu prises par le Conseil qui viennent de se produire. Non seulement ces graves incidents ont entraîné des pertes de vies humaines, mais ils ont aussi prouvé une fois de plus l'instabilité des dispositions actuelles.

122. Permettez-moi de dire clairement que mon gouvernement déplore et condamne sans restriction toute violation du cessez-le-feu. Comme d'autres l'ont fait, nous demandons instamment — nous exigeons même — le respect absolu du cessez-le-feu. Je tiens aussi à souligner que ma délégation est prête à accueillir favorablement toute requête du Secrétaire général visant au renforcement de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve. Toutefois, si importantes et si nécessaires que soient de telles mesures, elles n'ont qu'un caractère provisoire.

123. Nous devons nous rendre compte que la situation actuelle met en lumière le devoir constant du Conseil de sécurité de persévérer dans ses efforts afin de préparer la voie à l'instauration d'une paix juste et durable dans la région. Pour notre part, nous avons participé activement aux récentes consultations dans le souci de formuler de façon équitable et équilibrée les principes qui devraient guider un tel règlement. Permettez-moi simplement de vous assurer ce soir que nous continuerons à agir dans ce sens.

124. M. KANTE (Mali) : Au moment où les membres du Conseil sont engagés dans la voie positive de la recherche d'une solution juste au conflit du Moyen-Orient, la République arabe unie vient à nouveau de subir une agression barbare de l'artillerie israélienne qui a entraîné la destruction de plus de 80 p. 100 de l'industrie de ce pays et des pertes de vies humaines dans la région de Suez. Cette agression est un défi caractérisé et délibéré aux résolutions sur le cessez-le-feu votées par le Conseil.

125. Ma délégation partage la crainte des délégations qui m'ont précédé et qui ont déploré le caractère précaire du cessez-le-feu, l'état de belligérance et d'insécurité provoqué

par les prétentions territoriales d'Israël et, il faut le dire, l'occupation militaire et inhumaine des territoires de la République arabe unie, de la Jordanie et de la Syrie.

126. Nous référant au rapport du général Odd Bull *[S/7930/Add.44]*, qui ne saurait être taxé de partialité, nous relevons que les forces armées israéliennes avaient déclenché des tirs d'artillerie le 24 octobre à 12 h 31 TU sur une raffinerie de pétrole au sud-ouest de Port Suez. Nous relevons aussi que, alors que la République arabe unie a accepté dès 13 heures les propositions de cessez-le-feu, le rapport note le refus persistant d'Israël d'obtempérer aux appels au cessez-le-feu lancés à trois reprises par les observateurs des Nations Unies. Fait plus grave encore, constaté à 13 h 25 TU : le représentant principal d'Israël a déclaré — et je cite les propres déclarations du Chef d'état-major de l'ONU — qu'il avait reçu un message du quartier général des forces israéliennes indiquant qu'Israël n'accepterait le cessez-le-feu qu'à 15 h 30, c'est-à-dire plusieurs heures après avoir déclenché les hostilités.

127. J'insiste sur cette partie du rapport du général Odd Bull parce qu'elle démontre clairement un certain nombre de faits :

1) Que l'agression a été perpétrée une fois de plus par Israël;

2) Que la décision a été prise à Tel-Aviv, et non pas sur le théâtre des opérations par les unités d'Israël qui stationnaient dans la zone où se sont déroulés les combats;

3) Que cette agression a été perpétrée suivant un plan minutieux qui prévoyait et le déclenchement et la fin des hostilités, puisque l'ordre d'observation du cessez-le-feu fixé unilatéralement par Israël malgré de nombreuses injonctions du général Odd Bull prouve, s'il en était besoin, que le plan avait un objectif bien défini. Le cessez-le-feu n'est intervenu qu'une fois accomplis les desseins d'Israël.

128. C'est là un fait particulièrement grave. Nous sommes en présence d'une agression caractérisée. Le fait est relaté de manière claire dans un rapport officiel, sur la foi des déclarations des observateurs officiels des Nations Unies opérant dans la région à la demande du Conseil de sécurité, conformément aux résolutions de juin sur le cessez-le-feu et aux modalités de mise en application desdites résolutions.

129. Nous n'avons, quant à nous, délégation du Mali, cessé de réaffirmer que la situation au Moyen-Orient continuerait d'être particulièrement explosive, mettant chaque jour la paix du monde en danger, tant qu'Israël continuerait d'occuper les territoires arabes que ses troupes ont envahis au lendemain du 5 juin 1967. En conséquence, pour la délégation du Mali, le Conseil devra condamner l'agression d'Israël du 24 octobre qui est une violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité sur le cessez-le-feu. Il devra en outre recommander aux parties en présence la stricte observation du cessez-le-feu. Par ailleurs, il devra déplorer la destruction d'une partie importante du potentiel économique de la République arabe unie et en exiger une juste réparation.

130. En conclusion, ma délégation appuie fermement la résolution présentée par l'Union des Républiques socialistes

soviétiques, qui nous semble être une proposition équitable, juste et sage.

131. M. MAKONNEN (Ethiopie) [*traduit de l'anglais*] : Je désirerais associer ma délégation et moi-même à ceux qui ont pris la parole avant moi pour vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection aux hautes fonctions de Président du Conseil de sécurité. Les contacts que j'ai eus avec vous pendant ces dernières semaines m'ont permis d'apprécier vos qualités d'intelligence et de sagesse et, comme ceux de mes collègues qui l'ont fait avant moi, je tiens à vous exprimer mon admiration sincère et ma reconnaissance pour la compétence que vous avez déployée en dirigeant nos consultations de ces dernières semaines. Vous pouvez être assuré du concours entier et fidèle de la délégation éthiopienne dans la tâche urgente et importante que nous sommes appelés à accomplir ensemble sous votre conduite éclairée. Je voudrais aussi souhaiter la bienvenue parmi nous à l'ambassadeur du Danemark, auquel je renouvelle mes félicitations et mes bons vœux.

132. Les violations du cessez-le-feu que nous examinons ce soir sont d'une extrême gravité et il était plus qu'opportun que nous nous réunissions ce soir en session d'urgence pour examiner ce qui constitue une sérieuse menace non seulement envers les dispositions du cessez-le-feu convenu par le Conseil de sécurité, mais aussi pour l'avenir de la paix dans cette région vitale. Le Conseil se doit de déplorer toutes les violations du cessez-le-feu qu'il a ordonné et d'exiger que ses décisions soient sans cesse respectées par toutes les parties intéressées. Ma délégation désire fermement voir assuré le respect des décisions du Conseil relatives au cessez-le-feu et renforcé le dispositif de cessez-le-feu des Nations Unies dans la région. Il est bien entendu que nous consacrerons notre entière attention à toutes les propositions qui pourront être soumises au Conseil dans ce sens et plus particulièrement aux propositions qui ont déjà été présentées ce soir.

133. En outre, ma délégation juge indispensable que le Conseil demande au Secrétaire général de donner des instructions au chef des observateurs des Nations Unies, le général Bull, pour qu'il présente un rapport complet sur l'ensemble des récents incidents survenus dans la région et notamment les deux plus graves : l'incident naval de samedi dernier et le sérieux incident d'aujourd'hui. Ma délégation est prête à se joindre au plus vite aux autres membres du Conseil pour examiner toutes les mesures qui paraîtront appropriées lorsque le Conseil disposera du rapport complet du chef des observateurs des Nations Unies.

134. Ainsi que l'ont fait remarquer ce soir plusieurs membres du Conseil qui ont pris la parole avant moi, le cessez-le-feu n'est qu'un premier pas dans le processus qui doit ramener la paix au Moyen-Orient. C'est naturellement, et nous le comprenons tous, un premier pas précaire qui exige le maximum de modération de la part de toutes les parties intéressées. Le général Bull et ses observateurs de l'Organisation des Nations Unies ont fait de leur mieux dans des circonstances très pénibles pour préserver les dispositions provisoires de paix et nous leur devons pour cela toute notre gratitude. Ma délégation partage le sentiment de déception qui a été exprimé par bien d'autres devant le fait que les Nations Unies n'ont pas été capables jusqu'à présent

de faire progresser la tâche de l'édification d'une paix permanente au Moyen-Orient. Mais ma délégation n'en reste pas moins persuadée que, lorsqu'il s'agit d'une responsabilité aussi exaltante que l'édification de la paix, il n'est jamais trop tard pour tenter et tenter encore, toujours porté par la conviction que la cause de la paix est trop essentielle pour être abandonnée.

135. Ma délégation a été vivement encouragée à sentir parmi les Membres des Nations Unies un élan commun en faveur d'une action du Conseil de sécurité. Cet accord devrait renforcer notre détermination à prendre des mesures capables de faire sortir la situation actuelle de l'impasse pour instaurer une paix juste et durable. Dans cet esprit, je voudrais m'associer aux suggestions utiles qui ont été faites par mon collègue et ami, le représentant permanent du Royaume-Uni, suggestions qui ont été reprises et développées par d'autres membres du Conseil. Nous croyons comme eux qu'il est grand temps que le Conseil de sécurité autorise le Secrétaire général à envoyer un représentant spécial dans la région en vue d'établir des contacts avec les gouvernements intéressés et de préparer le terrain pour la paix juste et durable que nous aspirons à établir. Ce représentant devrait, bien sûr, disposer pour son action d'un mandat formé d'un ensemble complet de principes directeurs qu'il importe que le Conseil réaffirme dans la résolution autorisant sa nomination.

136. Telles sont les observations préliminaires que je tenais à faire à ce stade de nos délibérations. Je me réserve le droit de donner ultérieurement, si nécessaire, de plus amples explications sur la position de mon gouvernement.

137. M. RUDA (Argentine) [*traduit de l'espagnol*] : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous dire la satisfaction de ma délégation à vous voir occuper le fauteuil de la présidence du Conseil de sécurité en ces heures difficiles pour nous tous. Votre expérience et votre objectivité, dont j'ai été témoin aux Nations Unies en d'autres occasions, sont des garants des résultats féconds que produiront certainement nos débats. Je désire également souhaiter la bienvenue au sein du Conseil au représentant du Danemark.

138. Je ne saurais vous cacher que ma délégation a été désagréablement surprise par les faits qui font l'objet de la convocation du Conseil de ce soir, d'autant plus que se déroulaient alors des consultations que ma délégation estimait prometteuses entre les membres du Conseil de sécurité sous la direction experte de son président. Les faits que nous examinons ce soir mettent, de l'avis de ma délégation, indubitablement en danger une fois de plus la situation déjà précaire qui existe au Moyen-Orient. Ces faits, tels que nous les ont rapportés les parties en cause et le Chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, méritent un examen détaillé de la part de ma délégation et de mon gouvernement. Certains éléments et certaines informations impliquent de prime abord des faits graves dont il faut à tout prix essayer d'éviter qu'ils ne se reproduisent. Ils feront l'objet d'une analyse détaillée afin de délimiter les responsabilités de chacun et nous attendrons d'obtenir plus de renseignements avant de formuler notre prise de position.

139. La confrontation de ces derniers jours, et en particulier l'affrontement d'aujourd'hui, nous place une fois de plus devant la nécessité d'imposer au Conseil de sécurité une action dynamique. Je pense que nous devons imposer une formule établissant clairement les droits et les obligations des parties, comme ont essayé de le faire ma délégation et de nombreuses autres délégations latino-américaines au sein du Conseil et à l'Assemblée générale lors de sa cinquième session extraordinaire d'urgence. Il est indispensable que soit établi une fois pour toutes un dialogue constructif entre les parties, car l'absence de ce dialogue en faveur de la paix engendre inévitablement un éloignement qui favorise chaque jour davantage la violence.

140. C'est pourquoi la délégation argentine, sans méconnaître la gravité des événements qui se sont produits aujourd'hui, désire lancer un appel pour que l'on essaie ces tout prochains jours de mettre au point un projet de résolution qui conduirait à une paix stable, juste et durable au Moyen-Orient. Si nous ne le faisons pas, nous montre-

rions vraiment à l'opinion publique internationale, qui attend tellement de nous, que le Conseil de sécurité en cette occasion n'a pas été à la hauteur de la situation critique que nous connaissons actuellement.

141. Le PRESIDENT : Je n'ai plus d'orateurs inscrits sur ma liste ce soir. Permettez-moi de profiter de cette occasion pour exprimer mes vifs remerciements à tous ceux de mes collègues qui ont bien voulu adresser des paroles très flatteuses à mon égard.

142. J'ai consulté mes collègues au sujet de la date et de l'heure de notre prochaine séance et voudrais suggérer que nous ajournions cette réunion maintenant pour reprendre la discussion demain matin à 11 heures. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai qu'il en est ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée le mercredi 25 octobre, à 0 h 5.

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Напишите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
